

*L'Adresse—M. Mulroney*

la recherche sur le SIDA, le cancer, ainsi que sur d'autres maladies.

[Traduction]

### QUESTIONS AU FEUILLETON

**M. Albert Cooper (Peace River):** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

**M. le Président:** Est-ce d'accord?

**Des voix:** D'accord.

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

#### LE DISCOURS DU TRÔNE

##### REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 5 avril, de la motion de M. Richardson: Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session; et de l'amendement de M. Turner (Vancouver Quadra) (p. 131) et du sous-amendement de M. Broadbent (p. 140).

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, les Canadiens et Canadiennes ont de nouveau confié au parti progressiste-conservateur la responsabilité de former leur gouvernement. Ils nous ont donné un mandat clair et net pour gouverner, et c'est ce que nous avons l'intention de faire.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Cette semaine, comme en 1984 et en 1986, nous avons exposé au Parlement, dans le discours du trône, notre vision de l'avenir du Canada. Nous nous sommes de nouveau fixé une tâche à accomplir, en fonction des circonstances présentes. Le programme de notre premier mandat était ambitieux. Un vent de changement soufflait alors sur le Canada. Le pays avait besoin d'un plan directeur pour canaliser ses énergies et orienter sa marche, et nous avons essayé de le lui donner, et je crois que nous avons réussi à le faire, avec les imperfections qu'entraîne inévitablement l'exercice du gouvernement dans une institution démocratique.

Aujourd'hui, en 1989, la population canadienne envisage de nouveau son avenir avec espoir. Notre gouvernement, quant à lui, appuie son projet pour les prochaines années sur les réalisations de son premier mandat. C'est un grand projet pour un vaste pays, un défi à la mesure du potentiel illimité de cette terre.

[Français]

Et comme l'ont clairement démontré les résultats des élections, c'est un projet dans lequel se reconnaissent des francophones et des anglophones, des hommes et des femmes, des Canadiens de souche, des Néo-Canadiens, des agriculteurs, des pêcheurs, des ouvriers et des professionnels. Bref, des Canadiens et des Canadiennes de tous les milieux et de toutes les régions du pays qui ont dit au gouvernement canadien: Allez-y fort! On est en train d'encourager votre programme de relance économique et de réconciliation nationale. Vous avez bien réussi dans votre premier mandat, allez-y fort pour un deuxième!

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Ce projet est fondé aussi sur une vision d'un pays prospère, respecté à l'étranger et compétitif sur les marchés internationaux, une société humaine, généreuse et tolérante, consciente de ses responsabilités, surtout à l'égard de son patrimoine naturel, et unie par des traditions qui lui sont propres. C'est un projet conçu pour un pays ouvert sur le monde et prêt à saisir les possibilités qui s'offrent ainsi à lui où une société attend de son gouvernement qu'il joue pleinement son rôle et qu'il soit prêt à prendre des décisions difficiles qui sont parfois nécessaires. La population canadienne comprend que le maintien de sa prospérité ne peut être assuré sans l'adoption de politiques éclairées. Nous pouvons réaliser notre potentiel si nous misons sur nos atouts pour bâtir et créer et nous donner ainsi la qualité de vie dont nous voulons jouir.

Quand nous sommes entrés en fonction au mois de septembre 1984, le pays venait de traverser une période de grande difficulté économique et de division interne absolument profonde et pénible pour tous les Canadiens et toutes les Canadiennes. Les relations fédérales-provinciales étaient envenimées par des dissensions. La Constitution, document qui devait unir un peuple, avait été rapatriée sans l'accord du gouvernement du Québec. Les provinces de l'Ouest étaient indignées des interventions unilatérales du gouvernement fédéral dans le secteur de l'énergie. Les provinces de l'Est étaient profondément déçues de la politique du gouvernement central concernant la gestion des ressources énergétiques extracôtières et de l'absence totale de progrès sur un plan de développement économique régional qui avait une certaine allure et qui favorisait l'Atlantique. L'économie languissait et les taux d'inflation et le chômage avaient atteint un niveau tout à fait inacceptable.

• (1120)

[Traduction]

Monsieur le Président, au lieu de favoriser un redressement de l'économie, les politiques du gouvernement fédéral y faisaient obstacle en entravant les investissements et en imposant une trop lourde réglementation au secteur privé. La situation financière même du gouvernement fédéral constituait un obstacle fondamental à la